



COMPTES ANNUELS

Comptes annuels 2013 de la Fondation européenne pour la formation, accompagnés du rapport 2013 sur la gestion budgétaire et financière.

Fondation européenne pour la formation
Viale Settimio Severo 65
I 10133 Turin - Italie

L'ETF est une agence de l'Union européenne. Elle a pour mission d'aider les pays en transition et en développement à exploiter leur potentiel en ressources humaines grâce à la réforme des systèmes d'éducation, de formation et du marché du travail dans le cadre de la politique extérieure de l'Union européenne

Villa Gualino
Viale Settimio Severo 65
I-10133 Turin - Italie

E-mail: info@etf.europa.eu
Page d'accueil: www.etf.europa.eu
T: +39.011.630.2222
F: +39011630.2200

Rapport établi par:
Martine Smit – Comptable
Josefina Burgos Mateu – Comptable adjoint

TABLE DES MATIERES

Glossaire	4
I. Introduction	5
II. Conseil de direction et équipe de gestion	6
III. États financiers 2013	9
1. Bilan	9
2. Compte de résultat économique	10
3. État des variations des capitaux propres	11
4. Flux de trésorerie	12
5. Compte de résultat budgétaire	13
6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique	14
7. Soldes bancaires	15
8. Actif et passif éventuels	16
IV. Remarques sur les états financiers	17
1. Bilan	18
2. Compte de résultat économique	22
3. État des variations des capitaux propres	24
4. Flux de trésorerie	24
5. Compte de résultat budgétaire	24
6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique	24
7. Actif et passif éventuels	24
V. Remarques sur l'exécution du budget et la gestion financière	25
1. Introduction	25
2. Utilisation des crédits	27
i. Crédits de l'exercice courant – Subvention ETF	27
ii. Crédits liés à la réaffectation de fonds reçus en 2013	32
iii. Crédits reportés liés à la réaffectation de fonds reçus en 2011 et 2012	33
iv. Crédits reportés de 2012 à 2013 – Subvention ETF	34
v. Crédits sur fonds réservés	36
VI. Tableau des effectifs de l'ETF	37
Annexe I: liste des membres du conseil de direction	38

Glossaire

Dettes à court terme	Dettes détenues par l'entité et échéant dans l'année. Les dettes à court terme font partie des dettes courantes.
Comptabilité d'engagement	Méthodologie comptable qui reconnaît les revenus lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses lorsqu'elles surviennent, plutôt qu'à leur réception ou à leur paiement effectifs, contrairement à la comptabilité de caisse.
Conventions	Conventions de subvention ou de délégation passées entre la Commission européenne et l'ETF qui portent sur des tâches spécifiques à exécuter par l'ETF.
Actif	L'actif appartient à une personne physique ou morale et a une valeur commerciale ou une valeur d'échange. L'actif peut consister en des biens ou en des créances sur autrui.
C1/Encours de crédits	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds réservés aux opérations et activités de l'exercice en cours
C4/Crédits délégués	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds réservés pour des opérations et activités spécifiquement désignées provenant de montants recouvrés
C5/Report de crédits délégués	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds des exercices précédents réservés pour des opérations et activités provenant de montants recouvrés
C8/Report	Crédits reportés de droit Report de crédits engagés mais non payés durant l'exercice précédent, également appelé « Reste à liquider » (RAL).
R0/Recettes affectées	Fonds destinés à un usage spécifique, reçus d'organismes autres que la Commission européenne.
Comptabilité de caisse	Méthode comptable basée sur les flux de trésorerie. Les transactions sont comptabilisées lors de l'encaissement ou du décaissement des montants, contrairement à la comptabilité d'engagement.
Actif circulant	Série d'éléments d'actifs considérés comme étant liquides dans la mesure où ils peuvent être convertis en argent dans l'année. Ces postes du bilan comprennent les disponibilités, les créances et les stocks.
Dettes courantes	Dettes à payer dans l'année suivant la date du bilan.
État financier	Rapport écrit présentant une description quantitative de la santé financière d'une organisation. Il comprend un compte de résultat économique (équivalent à un état des profits et pertes), un bilan, un tableau des flux de trésorerie, un état des variations des capitaux propres et des remarques explicatives.
Régie d'avances	Comptes bancaires et/ou espèces servant aux petites dépenses.
Passif	Obligation financière, dette, créance ou perte potentielle.
RAL	Reste à liquider, pour « crédits restant à liquider ».

I. INTRODUCTION

Base de travail

Les états financiers ont pour objectif de fournir des informations sur la situation financière, la performance et les flux de trésorerie de la Fondation européenne pour la formation (ci-après l'ETF) présentant une utilité pour un large éventail de lecteurs.

Les états financiers ont été établis conformément aux règles de comptabilité adoptées par le comptable de la Commission européenne (ci-après la CE) qui sont fondées sur les principes de la comptabilité d'exercice en ce qui concerne le résultat économique, le bilan et les flux de trésorerie. Pour toute information complémentaire sur les règles et principes de comptabilité, consultez la section IV, *Remarques sur les états financiers*. L'exécution du budget est préparée sur la base d'une comptabilité de caisse modifiée.

Les politiques de comptabilité ont été appliquées de manière cohérente durant l'ensemble de la période.

Entité publiante

Les présents états financiers concernent l'ETF, une agence de l'Union européenne instituée par le règlement n° 1360/90 du Conseil du 7 mai 1990.

Le règlement financier révisé de l'ETF a été soumis au conseil de direction pour adoption (n° 1339/2008) en 2008 et est entré en vigueur le 10 janvier 2009.

L'ETF reçoit une subvention annuelle provenant du budget opérationnel de l'UE et peut également recevoir des contributions d'autres organismes privés ou publics et des gouvernements. L'ETF est chargée par la Commission de la gestion d'autres fonds, pour la mise en œuvre des deux initiatives ci-après:

- GEMM: gouvernance pour l'employabilité en Méditerranée,
- FRAME: des compétences pour l'avenir dans la région des Balkans.

L'ETF a pour mission d'aider les pays en transition et en développement à exploiter leur potentiel en ressources humaines grâce à la réforme des systèmes d'éducation, de formation et du marché du travail dans le cadre de la politique extérieure de l'Union européenne.

II. CONSEIL DE DIRECTION ET ÉQUIPE DE GESTION

Le conseil de direction

La Fondation européenne pour la formation est dirigée par un conseil comprenant un représentant par État membre de l'Union européenne, trois représentants de la Commission ainsi que trois experts sans droit de vote désignés par le Parlement européen. En outre, trois représentants des pays partenaires peuvent assister aux réunions du conseil de direction en tant qu'observateurs. Les réunions sont présidées par un représentant de la DG Éducation et Culture.

Le conseil de direction s'est réuni deux fois en 2013. Le conseil est responsable de l'adoption du programme de travail annuel de l'ETF et de son budget, lequel devient définitif suite à l'adoption finale du budget général de l'Union européenne.

- **Réunion du 14 juin 2013 (Turin)**

Rapport d'activité annuel 2012

Le rapport d'activité annuel contient une description détaillée des réalisations de l'agence en 2012 et des annexes présentant les dépenses ventilées par thème, région et pays. Les tableaux du budget ventilé par activité font état de l'utilisation des ressources dans les trois dimensions de la politique de planification de l'ETF (géographique, fonctionnelle et thématique). Le rapport comprend des informations détaillées sur les demandes spécifiques formulées par la Commission européenne, qu'elles soient intégrées dans le programme de travail ou qu'elles aient été demandées après son adoption, ainsi que la réponse fournie par l'ETF.

D'un point de vue quantitatif, 161 résultats ont été enregistrés en 2012 (contre 150 en 2011), ce qui est légèrement supérieur aux 157 visés. La réalisation de 4 des 157 résultats initialement prévus a été reportée à 2013. Dans l'ensemble, le niveau des résultats accomplis cadre avec le budget final que l'ETF a reçu et le niveau de réalisation proposé dans le programme de travail. Le rapport d'activité annuel signale une augmentation du nombre de résultats atteints au niveau de l'analyse des politiques (30 réalisations contre 27 prévues et 22 enregistrées en 2011), du soutien à la Commission (35 réalisations contre 31 prévues et 31 enregistrées en 2011) et de la diffusion d'informations et du travail en réseau (27 réalisations, 25 prévues et 25 enregistrées en 2011), mais une baisse du nombre de réalisations dans le domaine du renforcement des capacités (69 réalisations, 74 ciblées et 72 enregistrées en 2011). Ces changements s'expliquent par une augmentation des demandes émanant des services de la Commission (réflétant la diversité des DG sollicitant des prestations de la part de l'ETF), l'augmentation de l'analyse politique dans le cadre du processus de Turin en 2012 (comparé à 2011) et le rôle central de l'ETF dans le développement du capital humain (analyse politique et diffusion d'informations et travail en réseau) comme indiqué dans l'évaluation externe achevée en 2012.

Le conseil de direction a adopté le rapport d'activité annuel de l'ETF 2012, ainsi que l'analyse et l'évaluation du rapport d'activité annuel 2012.

États financiers de l'ETF

Les états financiers pour 2012 ont été présentés. Ils ont été audités par la Cour des comptes et un avis a été reçu le 7 mai 2013. Cet avis signalait que, pour tous les aspects matériels, les comptes annuels de l'ETF traduisaient fidèlement sa situation financière au 31 décembre 2012 et que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'année étaient conformes aux dispositions de son règlement financier. L'avis rendu par la Cour des comptes sert de base à la décharge du Parlement européen. En égard au rapport d'activité annuel 2012, à la déclaration d'assurance obligatoire de la directrice et à l'expression de sa confiance dans les contrôles et les opérations de l'ETF, à la certification

par la comptable de l'ETF des comptes annuels et à la déclaration d'assurance de la Cour des comptes, le conseil de direction a été invité à donner son avis sur les comptes financiers annuels 2012.

Le conseil de direction a adopté un avis positif sur les états financiers annuels 2012 de l'ETF.

Le 29 janvier 2014, le Parlement européen a préparé un projet de décharge pour l'exercice 2012.

- **Réunion du 22 novembre 2013 (Turin)**

Programme de travail et budget

Le conseil de direction a adopté le programme de travail 2014 de l'ETF.

Le projet de budget 2014 repose sur le projet d'état prévisionnel des dépenses et des recettes qui a été approuvé par le conseil de direction le 22 novembre 2012. Il concorde avec le montant de la subvention que la Commission européenne a suggéré au Conseil et au Parlement dans le cadre de la procédure budgétaire 2014. Le projet de budget 2014 de l'ETF entrera en vigueur dès que l'autorité budgétaire aura adopté le budget général de l'Union européenne.

Ce projet de budget 2014 s'appuie sur une subvention globale d'un montant de 20 143 500 EUR en crédits d'engagement et crédits de paiement, composée d'une contribution de 20 018 500 EUR en provenance de l'autorité budgétaire et d'une somme de 125 000 EUR à titre de recettes affectées correspondant au montant que l'ETF a remboursé à la Commission suite à l'exécution du budget 2012.

Le budget de l'ETF pour 2014 et du même niveau, en termes nominaux, que ses budgets pour 2011, 2012 et 2013. Cela représente une diminution d'environ 6 % en termes réels par rapport au budget 2011. Pour les titres 1 et 2 (coûts liés au personnel et dépenses administratives), le budget 2014 représente un budget de survie, tandis que le titre 3 (dépenses opérationnelles) est maintenu à des niveaux comparables à ceux des années antérieures.

Le conseil de direction a adopté l'avant-projet d'état prévisionnel des dépenses et des recettes de l'ETF, ainsi que les orientations générales sous-jacentes pour 2015.

En 2013, l'ETF a eu deux budgets rectificatifs. Des économies réalisées sur les coûts administratifs, en particulier sur les salaires, ont permis de financer des priorités qui avaient été mises de côté suite à un manque de ressources, ce qui a contribué à améliorer l'impact et la valeur ajoutée de l'ETF.

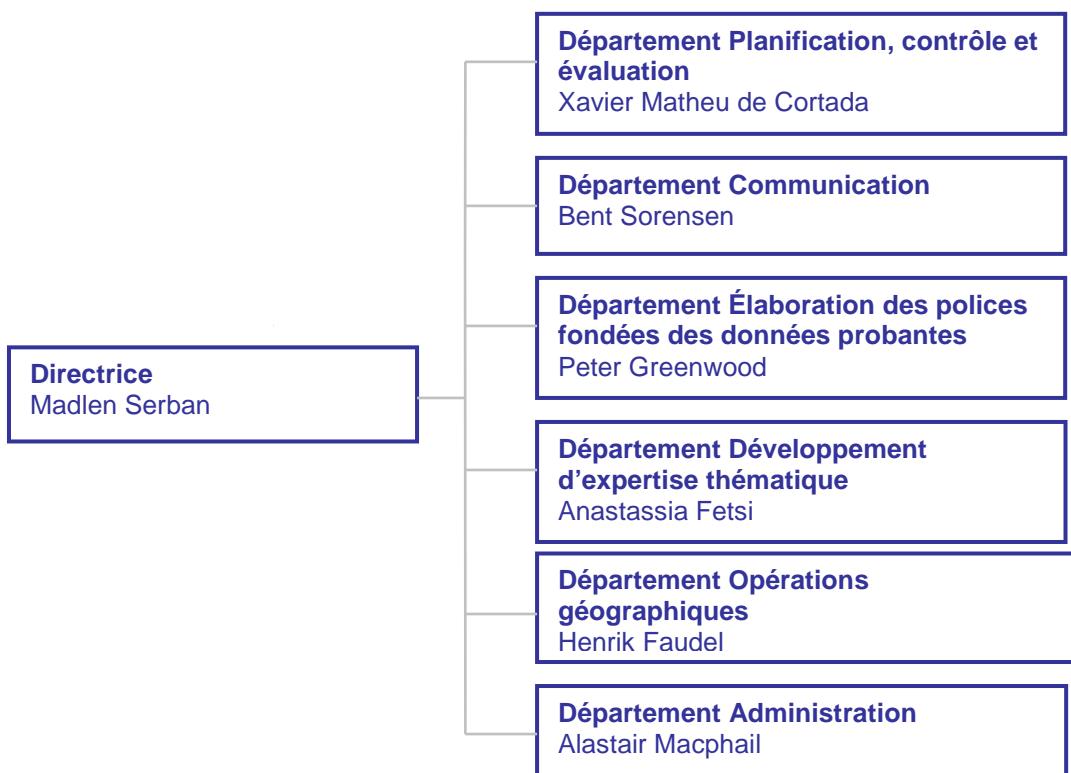
Structure organisationnelle et équipe de gestion de l'ETF

La structure organisationnelle de l'ETF est composée de la direction et des départements opérant dans un périmètre spécifique de responsabilité. Les départements suivants sont à la base de toutes les opérations de l'ETF:

- Administration,
- Communication,
- Élaboration des polices fondées des données probantes,
- Développement d'expertise thématique,
- Opérations géographiques,
- Planification, contrôle et évaluation.

Les chefs de département respectifs forment, avec le directeur adjoint, l'équipe de gestion (EG), laquelle exerce une fonction de conseil conformément aux articles 27 et 28 du règlement intérieur de l'ETF (GB/11/DEC/018 du 22 novembre 2011). Seize réunions de l'équipe de gestion, auxquelles a assisté la directrice, se sont tenues en 2012. Six autres discussions portant sur la stratégie, la gestion de la qualité des performances et les projets de 2013 ont également été organisées. Le chef du département Administration a également organisé des réunions mensuelles avec tous les directeurs sur les questions liées aux ressources.

En 2013, la structure globale se présentait de la manière suivante:



III. États financiers 2013 (tous les montants sont en euros)

1. Bilans au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012

ACTIF	31/12/2013	31/12/2012	PASSIF	31/12/2013	31/12/2012
A. ACTIF IMMOBILISÉ			A. CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles			Excédents/déficits accumulés	808,026.97	966,224.36
Droit d'occupation	5,000,000.00	5,000,000.00	Résultat économique de l'exercice	1,105,650.14	-158,197.39
Licences de logiciel	554,422.03	556,677.86	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1,913,677.11	808,026.97
Logiciel développé en interne	490,350.35	193,670.35	C. PASSIF IMMOBILISÉ		
Amortissements	-3,728,430.79	-3,457,310.41	Provision pour risques et charges		
Sous-total	2,316,341.59	2,293,037.80	Affaires en justice	0.00	500,000.00
Immobilisations corporelles			TOTAL DU PASSIF IMMOBILISÉ	0.00	500,000.00
Installations et machines	4,344.00	4,344.00	D. PASSIF COURANT		
Matériel et mobilier	269,164.97	255,869.97	Provisions pour risques et charges	0.00	148,734.50
Équipement informatique	669,926.09	848,105.92	Dettes à court terme	9,268,645.38	2,832,628.70
Autres installations	198,205.80	166,834.68	Dettes courantes	24,996.88	157,332.17
Amortissements	-861,952.86	-1,107,109.57	Dettes diverses	1,761.12	7,157.07
Sous-total	279,688.00	168,045.00	Compte de régularisation et de valorisation	1,980,629.31	2,478,528.42
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	2,596,029.59	2,461,082.80	Autres dettes à court terme dues à des entités consolidées de la CE	40,372.07	25,551.25
B. ACTIF CIRCULANT			Préfinancement reçu d'entités consolidées de la CE	7,220,886.00	164,059.79
Stocks			TOTAL DU PASSIF COURANT	9,268,645.38	2,981,363.20
Publications	2,424.37	5,248.93			
Sous-total	2,424.37	5,248.93			
Préfinancement à court terme					
Préfinancement à court terme	926,212.28	603,384.75			
Sous-total	926,212.28	603,384.75			
Créances à court terme					
Créances courantes	2,700.00	4,068.26			
Créances diverses	10,238.43	29,694.66			
Recettes accumulées	0.00	0.00			
Charges reportées	134,133.05	75,319.32			
Créances à court terme auprès d'entités consolidées	0.00	1,653.89			
Sous-total	147,071.48	110,736.13			
Valeurs disponibles					
Comptes bancaires	7,508,414.77	1,108,837.56			
Régie d'avances	2,170.00	100.00			
Sous-total	7,510,584.77	1,108,937.56			
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	8,586,292.90	1,828,307.37			
TOTAL	11,182,322.49	4,289,390.17	TOTAL	11,182,322.49	4,289,390.17

2. Compte de résultat économique

	2013	2012
Recettes opérationnelles	20,560,155.54	20,113,135.31
Recettes opérationnelles - Subvention CE	19,945,265.84	20,019,161.34
Recettes opérationnelles - Divers	3,332.22	22,411.16
Recettes opérationnelles - Ministère italien des affaires étrangères	28,054.51	71,562.81
Recettes opérationnelles - En attente d'apurement avec la CE	122,058.20	
Recettes opérationnelles - En attente d'apurement avec la CE	461,444.77	
TOTAL DES RECETTES OPÉRATIONNELLES	20,560,155.54	20,113,135.31
Dépenses administratives	-14,174,533.16	-14,891,841.00
Dépenses de personnel	-12,123,832.12	-12,658,940.73
Dépenses liées aux immobilisations	-362,357.46	-292,789.15
Autres dépenses administratives	-1,688,343.58	-1,940,111.12
Dépenses opérationnelles	-5,279,090.68	-5,379,365.69
Dépenses opérationnelles - Subvention CE	-4,667,533.20	-5,256,198.79
Dépenses opérationnelles - Projet GEMM	-122,058.20	0.00
Dépenses opérationnelles - Projet FRAME	-461,444.77	0.00
Dépenses opérationnelles - Ministère italien des affaires étrangères	-28,054.51	-123,166.90
TOTAL DES DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET OPÉRATIONNELLES	-19,453,623.84	-20,271,206.69
SURPLUS DES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES	1,106,531.70	-158,071.38
Dépenses financières	-881.56	-126.01
DEFICIT DES ACTIVITÉS NON OPERATIONNELLES	-881.56	-126.01
SURPLUS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1,105,650.14	-158,197.39
SURPLUS/(DÉFICIT) DES POSTES EXTRAORDINAIRES	0.00	0.00
RESULTAT ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE	1,105,650.14	-158,197.39

3. État des variations des capitaux propres

Capitaux	Surplus/déficit cumulés	Résultat économique de l'exercice	Capitaux (total)
Bilan au 31 décembre 2012	966,224.36	-158,197.39	808,026.97
Changements dans les politiques comptables	0.00		0.00
Autres réévaluations	0.00		0.00
Reclassifications	0.00		0.00
Affectation du résultat économique 2012	158,197.39	-158,197.39	0.00
Résultat économique de l'exercice 2013		1,105,650.14	1,105,650.14
Bilan au 31 décembre 2013	1,124,421.75	789,255.36	1,913,677.11

Remarque: l'ETF ne possède pas de réserves.

4. État des flux de trésorerie

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	2013	2012
Surplus des activités opérationnelles	1,105,650.14	-158,197.39
<u>Ajustements</u>		
Amortissements (immobilisations incorporelles)	271,924.19	223,511.66
Amortissements (immobilisations corporelles)	88,420.16	57,352.47
Diminution des provisions pour risques et charges	-500,000.00	0.00
Provisions pour risques et frais liés au personnel	-148,734.50	132,000.00
Diminution du stock	2,824.56	11,925.02
Augmentation du préfinancement à court terme	-322,827.53	215,827.74
Augmentation des créances à court terme	330,339.88	-42,262.70
Diminution des créances liées aux entités consolidées de la CE	1,653.89	-1,239.99
Diminution des dettes à court terme	-1,003,959.47	-57,662.76
Augmentation du passif lié aux entités consolidées de la CE	7,071,647.03	-531,160.91
Perte sur la vente de propriétés, d'installations et d'équipements		
Flux de trésorerie nets tirés des activités opérationnelles	6,896,938.35	-149,906.86
Flux de trésorerie tirés des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-495,291.14	-198,632.47
Produits d'immobilisations corporelles et incorporelles (+)		-3,799.45
Flux de trésorerie nets tirés des activités d'investissement	-495,291.14	-202,431.92
Baisse nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6,401,647.21	-352,338.78
Valeurs disponibles au début de la période	1,108,937.56	1,461,276.34
Valeurs disponibles à la fin de la période	7,510,584.77	1,108,937.56

En ce qui concerne les activités opérationnelles, l'ETF ne prévoit pas de provision pour les créances à recevoir, les préfinancements et les postes extraordinaires. L'ETF a, par contre, une provision pour les dettes à long terme.

En ce qui concerne les activités d'investissement, l'ETF ne perçoit pas de revenus liés aux produits d'actifs immobilisés, d'activités financières ou d'opérations de reclassification.

L'ETF n'offre pas d'avantages sociaux au personnel, mais les congés non pris sont enregistrés comme «autres dettes».

5. Compte de résultat budgétaire

	31/12/2013	31/12/2012
Recettes		
Subvention de la CE	20,143,500.00	20,144,530.00
Autre subvention de la Commission	1,844,521.60	
Autres bailleurs de fonds - Ministère italien des affaires étrangères	1,081.20	2,805.14
Recettes diverses	14,946.19	26,149.42
Total des recettes (a)	22,004,048.99	20,173,484.56
Dépenses		
<i>Personnel - Titre I du budget</i>		
Paiements	-12,870,482.75	-12,751,781.42
Crédits reportés	-283,524.68	-313,053.94
<i>Administration - Titre II du budget</i>		
Paiements	-1,291,444.09	-1,024,329.12
Crédits reportés	-527,963.06	-598,018.22
<i>Activités opérationnelles - Titre III du budget</i>		
Paiements	-5,132,475.14	-5,540,619.44
Crédits reportés	-3,419.81	-1,386.75
<i>CE - Projet GEMM - Titre IV</i>		
Paiements	-122,058.20	0.00
Crédits reçus - Non payés en 2013	-472,663.40	0.00
<i>CE - Projet FRAME - Titre IV</i>		
Paiements	-461,444.77	0.00
Crédits reçus - Non payés en 2013	-788,355.23	0.00
<i>Ministère italien des affaires étrangères - Titre IV</i>		
Paiements	-28,469.15	-83,753.71
Crédits reçus - Non payés en 2013	-24,682.22	-52,070.17
<i>CE - Convention ETE-MEDA - Titre V</i>		
Paiements	0.00	-248,467.46
Crédits reçus - Non payés en 2012	0.00	0.00
Total des dépenses (b)	-22,006,982.50	-20,613,480.23
Résultat pour l'exercice financier (a-b)	-2,933.51	-439,995.67
Crédits reportés et annulés	125,795.46	105,457.23
Ajustement à des fins de report, tiré de l'exercice précédent, de crédits disponibles au 31 décembre provenant de recettes affectées	75,354.86	459,895.02
Différences de change	17.35	12.08
Solde du compte de résultat de l'exercice financier	198,234.16	125,368.66
Solde reporté de l'exercice financier précédent	125,368.66	117,686.58
Remboursements à la CE	-125,368.66	-117,686.58
Montant total à rembourser à la CE	198,234.16	125,368.66
Subvention de la Commission (recettes cumulées)	20,143,500.00	20,144,530.00
Montant relatif à l'exercice 2013 à rembourser à la CE	198,234.16	125,368.66

6. Rapprochement des résultats budgétaire et

Profits économiques 2013	+/-	1,105,650.14
<i>Ajustement des postes de régularisation (postes non compris dans le résultat budgétaire, mais compris dans le résultat économique)</i>		
Ajustements pour la séparation des régularisations (reprise 31.12.N-1)	-	-1,978,547.76
Ajustements pour la séparation des régularisations (régularisations 31.12.N)	+	2,165,875.14
Montant provenant du compte de liaison avec la Commission repris dans le compte de résultat économique	-	198,234.16
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	+	362,357.46
Provisions	+	-648,734.50
Ordres de recouvrement émis en 2013 non encaissés	-	2,700.00
Préfinancements régularisés au cours de l'exercice	+	603,220.43
Paiements effectués à partir de crédits de paiement reportés	+	763,378.76
Dépenses à régulariser CE pour l'exercice 2013 sur les fonds affectés	+/-	-583,502.97
Différences de change	+/-	17.35
<i>Ajustement des postes budgétaires (postes compris dans le résultat budgétaire, mais non compris dans le résultat économique)</i>		
Acquisitions d'actifs	-	-493,530.02
Nouveaux préfinancements payés au cours de l'exercice 2013	-	-926,047.80
Ordres de recouvrement budgétaires émis et payés	-	14,946.19
Crédits de paiement reportés à l'exercice 2014	-	-2,097,188.59
Annulation des crédits de paiement reportés non utilisés de l'exercice précédent	+	125,795.46
Ajustement des reports de l'exercice précédent provenant de recettes affectées	+	75,354.86
Provisions pour congés non pris	-	-21,364.60
Autres - Fonds ITF 2013	+/-	0.00
Autres - Préfinancement non-CE reçu		1,844,521.60
Autres	+/-	-314,901.15
	Total	198,234.16
Résultat budgétaire 2013		198,234.16
Delta non expliqué		0.00

7. Soldes bancaires

	31.12.2013	31.12.2012
ETF		
ETF national en euros	0.00	0.00
ETF euros	6,214,508.22	1,055,686.19
ETF Ministère italien des affaires étrangères	24,996.88	53,151.37
ETF Régie d'avances	2,170.00	100.00
	6,241,675.10	1,108,937.56
Conventions avec la CE		
GEMM	476,177.42	0.00
FRAME	792,732.25	0.00
	1,268,909.67	0.00
Total	7,510,584.77	1,108,937.56

Les conventions actuelles liant la Commission européenne et l'ETF concernent les projets GEMM et FRAME. Ces fonds, ainsi que les fonds provenant du ministère italien des affaires étrangères, sont de nature pluriannuelle et n'ont pas d'impact sur le résultat économique de l'ETF dans la mesure où ils sont versés aux bénéficiaires finaux ou remboursés lorsqu'ils ne sont pas distribués. Les fonds en question apparaissent dans le bilan sous la rubrique «dettes à court terme». Cela vaut également pour les intérêts encaissés.

**8. Éléments d'actif et de passif éventuels au 31 décembre
2013 et au 31 décembre 2012**

ACTIF ÉVENTUEL	31/12/2013	31/12/2012
Garanties perçues pour des préfinancements	0.00	6,000.00
TOTAL	0.00	6,000.00

PASSIF ÉVENTUEL	31/12/2013	31/12/2012
RAL - Engagements de paiement sur crédits en souffrance	811,487.74	911,072.16
TOTAL	811,487.74	911,072.16

IV. REMARQUES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Règles et principes comptables

Les principes comptables appliqués sont conformes aux dispositions du règlement financier de l'ETF, adopté par le conseil de direction de l'ETF le 10 janvier 2009 et complété par les modalités d'application adoptées le 15 avril 2011.

Les états financiers sont établis sur la base des principes comptables généralement admis spécifiés dans les modalités d'application détaillées du règlement financier général, à savoir:

- (a) la continuité des activités,
- (b) la prudence,
- (c) la permanence des méthodes comptables,
- (d) la comparabilité des informations,
- (e) l'importance relative,
- (f) la non-compensation,
- (g) la prééminence de la réalité sur l'apparence,
- (h) la comptabilité d'exercice.

Les règles de comptabilité de l'ETF sont celles appliquées par la CE. Celles-ci ont été établies en conformité avec les normes de comptabilité publique internationale (IPSAS) publiées par l'International Federation of Accountants (IFAC).

Dans la comptabilité d'exercice, les transactions et autres événements sont comptabilisés lorsqu'ils surviennent (et plus uniquement à la réception ou au versement des fonds ou de leur équivalent). Ils sont donc enregistrés dans les livres de comptes et comptabilisés dans les relevés financiers des périodes auxquelles ils se rapportent. Les éléments comptabilisés dans le cadre de cette méthode sont les actifs, les passifs, les actifs nets/fonds propres, les recettes et les dépenses.

Conversion en euros

Le budget de l'ETF est préparé et exécuté en euros et les comptes sont présentés en euros. Un nombre limité d'opérations sont converties aux taux nationaux, au moyen des taux de change de l'euro annoncés dans la série C du Journal officiel de l'Union européenne et conformément aux dispositions statutaires en la matière. Tous les engagements budgétaires et juridiques sont établis en euros.

Éléments des états financiers

Les états financiers comportent les postes suivants:

1. bilan,
2. compte de résultat économique,
3. état de variation des capitaux propres,
4. analyse des flux de trésorerie.

Les états suivants sont fournis pour contribuer à la présentation d'une image fidèle et sincère:

5. compte de résultat budgétaire,
6. rapprochement des résultats budgétaire et économique,
7. soldes bancaires,
8. éléments d'actif et de passif éventuels.

1. Bilan

Le bilan est une liste détaillée faisant apparaître tous les éléments d'actif et de passif ainsi que les fonds propres reflétant la situation financière d'une organisation à une date précise. Pour l'ETF, cette date est le mardi 31 décembre 2013.

Actif

Actif immobilisé

L'actif immobilisé comprend les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles représentent les droits d'occupation des locaux et les licences d'utilisation des logiciels. L'amortissement relatif aux droits d'occupation des locaux est calculé sur la base du contrat de location de 30 ans faisant suite à la contribution financière allouée pour les travaux de restauration. Les frais de location annuelle sont symboliquement de 1 EUR. Bien que la situation actuelle des locaux de l'ETF soit résolue jusqu'à la fin de 2015, aucune provision pour un déménagement éventuel ni pour les droits d'occupation restants n'est prévue (1 500 000 euros). L'ETF possédant le droit d'occuper les locaux de la Villa Gualino, une éventuelle rupture de ce contrat pourrait avoir des conséquences financières.

En 2010, la règle de comptabilité n° 6 est entrée en vigueur avec la fin de la période de dérogation concernant la capitalisation des actifs incorporels générés en interne. Le niveau de matérialisation pour une immobilisation terminée était fixé à 500 000 EUR, mais l'ETF l'a réduit 100 000 EUR en 2011. Ce seuil de matérialisation moins élevé est donc appliqué depuis 2011 aux nouveaux logiciels développés en interne, dont le développement a commencé en 2011. Cependant, tous les autres logiciels développés en interne, dont le développement a commencé avant 2011, devront respecter l'ancien seuil, qui était plus élevé.

En 2013, les applications TRAMS et Allegro, qui ont été développées en 2012, ont été mises en service. Ces deux applications continuent d'avoir des coûts de développement et de maintenance. L'usage réel n'ayant démarré qu'en 2013, l'amortissement de ces applications a également démarré en 2013.

Il y a également eu en 2013 le développement et l'introduction de l'intranet nouvellement développé. En 2012, le comité directeur des TIC n'avait pas encore connaissance des coûts totaux de développement estimés et il n'y avait dès lors qu'une inscription des coûts de recherche et des coûts de licence. Les coûts de développement réels n'ont été déterminés qu'en mars 2013; ils sont désormais activés pour un montant de 227 926 EUR.

Les immobilisations corporelles représentent tous les biens meubles (matériel informatique, installations techniques et mobilier) dont le prix d'achat est supérieur à 420 EUR et qui sont enregistrés à leur valeur d'acquisition en monnaies nationales, convertie en euros aux taux de change comptable en vigueur à la date de l'achat.

La date de livraison est prise comme base pour le calcul de l'amortissement, qui est calculé tous les mois.

L'actif immobilisé n'est pas inscrit au compte des dépenses; il est enregistré immédiatement en tant qu'actif dans le bilan. L'amortissement est comptabilisé parmi les dépenses. L'amortissement a une influence sur le résultat de l'exercice financier. La valeur comptable nette de l'actif immobilisé est présentée dans les deux tableaux ci-dessous.

Une correction à la valeur du bilan a été apportée tant pour les immobilisations corporelles que pour les immobilisations incorporelles. Ces corrections sont introduites en raison du fait que deux transactions dans le système de gestion ABAC Assets n'ont pas pu être finalisées correctement en 2013.

Immobilisations incorporelles

	Droits d'occupation des locaux	Logiciels en cours de développement en interne	Logiciels développés en interne utilisés	Licences de logiciels	Total
A. Prix d'achat:					
Valeur au 1 ^{er} janvier 2013	5,000,000.00	193,670.35	0.00	550,178.41	5,743,848.76
Changements en cours d'exercice:					
• Ajouts		296,680.00	4,243.62		300,923.62
• Retraits/Reclassifications		-193,670.35	193,670.35		0.00
• Correction sur la valeur du solde					0.00
Fin de l'exercice:	5,000,000.00	0.00	490,350.35	554,422.03	6,044,772.38
B. Amortissement					
Valeur au 1 ^{er} janvier 2013	-3,000,000.00	0.00	0.00	-457,310.41	-3,457,310.41
Changements durant l'exercice:					
• Ajouts	-166,666.66		-52,132.10	-52,321.62	-271,120.38
• Retraits					0.00
• Correction sur la valeur du solde					0.00
Fin de l'exercice:	-3,166,666.66	0.00	-52,132.10	-509,632.03	-3,728,430.79
Valeur nette (A + B)	1,833,333.34	0.00	438,218.25	44,790.00	2,316,341.59

Immobilisations corporelles

	Installations et machines	Installations, machines et mobilier	Équipement informatique	Autres installations	Total
A. Prix d'achat:					
Valeur au 1 ^{er} janvier 2013	4,344.00	255,869.97	848,105.92	166,834.68	1,275,154.57
Changements durant l'exercice:					
• Reclassements					0.00
• Ajouts		10,595.00	119,393.07	68,178.90	198,166.97
• Retraits			-297,572.90	-36,807.78	-334,380.68
• Correction sur la valeur du solde		2,700.00			2,700.00
Fin de l'exercice:	4,344.00	269,164.97	669,926.09	198,205.80	1,141,640.86
B. Amortissement					
Valeur au 1 ^{er} janvier 2013	-4,344.00	-151,571.97	-800,425.92	-150,767.68	-1,107,109.57
Changements durant l'exercice:					
• Reclassifications					0.00
• Ajouts		-16,177.00	-54,682.00	-18,364.90	-89,223.90
• Retraits			297,572.90	36,807.78	334,380.68
• Reprises					0.00
• Correction sur la valeur du solde					0.00
Fin de l'exercice:	-4,344.00	-167,748.97	-557,535.02	-132,324.80	-861,952.79
Valeur nette (A + B)	0.00	101,416.00	112,391.07	65,881.00	279,688.07

Les taux d'amortissement annuels appliqués à l'actif immobilisé sont les suivants:

Logiciels et matériels informatiques	25 %
Autres installations	25 %
Installations et machines	12,5 %
Installations, machines et mobilier	10 %

Stocks

Les publications sont enregistrées dans les stocks de l'ETF et non dans les «coûts». Bien que la valeur commerciale des publications soit nulle, leur valeur de remplacement est estimée à 2 424,37 EUR. Le nombre de publications enregistrées dans les stocks continue de baisser par rapport à l'année précédente. L'ETF a continué à privilégier la mise à disposition des publications en ligne en vue de leur téléchargement plutôt que sur papier. La différence dans la valeur réelle est due au fait que l'ETF publie désormais elle-même ses publications lorsque

c'est nécessaire. L'impression en interne a entraîné une réduction globale des coûts d'impression, et permet à l'ETF de mieux faire coïncider ses stocks avec ses besoins.

Préfinancement à court terme

Les préfinancements sont des paiements représentant pour leurs bénéficiaires une avance de trésorerie. Ils peuvent être divisés en plusieurs paiements décaissés au cours d'une période définie dans la convention de préfinancement concernée. À la fin de l'exercice, les montants des préfinancements en suspens sont évalués au montant d'origine moins les montants rendus, les montants éligibles liquidés et les montants éligibles estimés qui ne sont pas encore liquidés à la fin de l'exercice et les réductions de valeur.

Créances à court terme

La rubrique «créances à court terme» regroupe les avances versées au titre des missions en cours, les dépenses reportées et les créances sur des entités consolidées. Le montant de 12 938,43 EUR se compose comme suit:

Description - Créances à recevoir	Montant
Clients	2,700.00
SOUS-TOTAL	2,700.00
Description - Créances diverses à recevoir	Montant
Comptes courants des membres du personnel	48.31
Avances de mission à déduire des salaires	1,059.05
Avances de mission payées	8,534.77
Taxes	-50.23
Frais bancaires à régulariser	646.53
SOUS-TOTAL	10,238.43
TOTAL	12,938.43

Comptes de trésorerie

Les valeurs disponibles sont comptabilisées dans le bilan au prix coûtant. Elles comprennent la caisse, les dépôts bancaires, les paiements envoyés à la banque et les intérêts reçus en janvier 2014 avec une date valeur en 2013. Une augmentation par rapport à l'année précédente s'observe suite à l'ouverture des comptes bancaires pour les projets GEMM et FRAME qui ont démarré en 2013 et pour lesquels l'ETF a obtenu un préfinancement. En outre, l'ETF a reçu le premier versement de la subvention 2014 le 31 décembre 2013 déjà.

Passif

Actif net

Les capitaux propres se composent du surplus/déficit accumulé des années antérieures, majoré du résultat économique de l'exercice (voir également tableau 2, état des variations des capitaux propres).

Provision pour risques et charges

Cette rubrique comprend les charges reportées telles que les dettes à court terme et les régularisations lorsqu'il existe une incertitude concernant l'échéance ou le montant des dépenses futures nécessaires pour la liquidation de l'obligation légale. En 2013, la provision globale relative aux affaires juridiques est égale à zéro, étant donné que toutes les affaires de l'époque sont clôturées.

Faisant suite à la décision du Conseil de rejeter l'adaptation des rémunérations pour 2011 et 2012, une provision a été constituée en 2012 au titre de la hausse de la rémunération non versée en 2011 et 2012. Suivant sa décision de ne pas adopter l'adaptation des rémunérations pour 2012 et 2013, une nouvelle provision a été constituée au titre de la hausse salariale non payée en 2012. Ces décisions ne correspondent pas aux modalités de la «méthode» définie

dans le statut des fonctionnaires, le collège a introduit un recours en annulation devant la Cour de justice de l'Union européenne. Celle-ci a rejeté la plainte de la CE et a chargé cette dernière de formuler une contre-proposition contenant un pourcentage qui est déjà égal à la moitié de la proposition originale. Actuellement, les tout derniers calculs ont à nouveau été rejetés et on peut raisonnablement s'attendre à ne pas devoir supporter les adaptations des rémunérations. Même si l'ETF devait effectuer un paiement, les adaptations seront si petites qu'il ne sera pas nécessaire de maintenir une provision à cette fin.

Dettes à court terme

Les dettes à court terme se composent des dettes courantes, des dettes diverses et des autres dettes.

Les dettes à court terme, qui s'élèvent à un montant de 9 268 645,38 EUR, sont principalement liées aux dépenses accumulées estimées concernant les crédits à reporter en 2014 et aux dépenses accumulées estimées concernant les préfinancements versés par l'ETF aux contractants. Sont repris comme charges à payer les montants dus aux créanciers pour les biens livrés ou les services fournis et les préfinancements restant à liquider, en provenance de l'UE ou d'autres institutions de l'UE.

Les dettes courantes, d'un montant de 24 996,88 EUR, se rapportent aux fonds en attente de réception du ministère italien des affaires étrangères, composés de montants non encore engagés et d'engagements reportés d'un montant de 24 662,22 EUR. Le montant de 314,66,20 EUR représente les intérêts encaissés en 2013 sur les fonds reçus du ministère italien des affaires étrangères.

Les dettes diverses s'élèvent à 1 761,12 EUR et représentent des produits qui étaient en attente et qui ont été reçus.

Les autres dettes sont les charges à payer relatives aux préfinancements payés et aux montants à reporter à 2014. Comme en 2012, l'ETF a continué à intensifier ses vérifications et a étendu la période de suivi du calcul des dépenses accumulées, ce qui a permis d'aboutir à un calcul plus précis de celles-ci. Une diminution globale est enregistrée par rapport à 2012. Les congés non pris en 2013, pour lesquels une légère diminution est enregistrée, sont également repris sous les autres dettes. Les heures de travail flexibles ouvertes au 31 décembre 2013 sont également enregistrées cette année en tant qu'autres dettes. Depuis le nouveau statut du personnel, ces heures sont à présent reportées à l'année suivante, alors qu'auparavant elles étaient annulées au 31 décembre.

Les dettes à court terme sont ventilées comme suit:

Description - Charges à payer	Montant
Fonds fiduciaire italien - Intérêts perçus en 2013	314,66
Reports FFI à 2014	24,682,22
SOUS-TOTAL	24,996,88
Description - Divers à payer	Montant
Produits en attente à recevoir	1,761,12
SOUS-TOTAL	1,761,12
Description - Autres dettes	Montant
Congés non pris en 2013	224,182,61
Temps flexible non pris en 2013	39,941,48
Charges à payer sur les préfinancements payés en 2013	742,871,67
Charges à payer sur les reports 2014	973,633,55
SOUS-TOTAL	1,980,629,31
Autres dettes à court terme dues à des entités consolidées de la CE	40,372,07
Préfinancements reçus d'entités consolidées de l'UE	7,220,886,00
TOTAL	9,268,645,38

La forte augmentation globale des préfinancements reçus d'entités consolidées de l'UE par comparaison avec 2012 s'explique cependant par la perception du préfinancement pour les nouveaux projets GEMM et FRAME et la réception, le dernier jour de l'année 2013, du premier

versement de la subvention 2014 au profit de l'ETF. Dans le contexte de la subvention habituelle de la CE, l'ETF a réussi à payer 95,72 % des crédits de paiement disponibles et doit restituer à la CE un total de 198 234,16 EUR.

Le montant est ventilé comme suit:

Description de la convention	DG ou Service de la CE	Montant	Statut/commentaires
Subvention de la CE	DG EAC	198,234.16	Résultats 2013
Subvention de la CE	DG EAC	5,178,130.24	1 ^{er} versement 2014
Projet GEMM	DG DEVCO	594,721.60	Préfinancement GEMM
Projet FRAME	DG ELARG	1,249,800.00	Préfinancement FRAME
TOTAL		7,220,886.00	

En 2013, les montants enregistrés sous «autres dettes à court terme dues à des entités consolidées de la CE» sont des intérêts bancaires accumulés sur la subvention de l'ETF, le projet GEMM et le projet FRAME.

Description de la convention	DG ou Service de la CE	Montant
Intérêts 2013 GEMM	DEVCO	-3,514.02
Intérêts 2013 FRAME	ELARG	-4,377.02
Intérêts 2013 ETF	EAC	-32,481.03
TOTAL		-40,372.07

2. COMPTE DE RESULTAT ECONOMIQUE

Le compte de résultat économique est l'équivalent d'un compte des pertes et profits. Il présente les revenus, les dépenses et les revenus/pertes nets de l'exercice, c'est-à-dire le «résultat économique». Celui-ci est déterminé en déduisant le total des dépenses du total des recettes. Cette différence est augmentée ou diminuée par les résultats économiques des exercices antérieurs et en particulier par les montants remboursés à la Commission.

Recettes d'exploitation

Les recettes sont comptabilisées au moment où elles sont établies. Pour la subvention de la CE, il s'agit du moment où le budget annuel est adopté. S'agissant des autres financements CE, l'ETF est en train d'adopter la même approche que pour les financements provenant d'autres sources, c'est-à-dire que les recettes sont acquises à la réception du paiement.

Les recettes d'exploitation sont ventilées de la manière suivante:

- La subvention annuelle de la CE:
les recettes liées à la subvention de la Commission représentent la subvention annuelle de la Commission, d'un montant de 20 143 530,00 EUR, diminuée du montant à rembourser, soit 198 234,16 EUR (compte de résultat budgétaire), ce qui donne un total de 19 945 265,84 EUR. La subvention de la Commission est répartie entre les titres 1 et 2 (15 03 27 01) et le titre 3 (15 03 27 02)
- Par l'addition des recettes diverses accumulées d'un montant total de 3 275,70 EUR et 56,52 EUR au titre des différences de change, on obtient un total de recettes diverses s'élevant à 3 332,22 EUR.
- Autres recettes d'exploitation:
en 2013, le ministre italien des affaires étrangères a approuvé la réutilisation d'intérêts encaissés pour un montant de 1 081,20 EUR. Cependant, pour donner une présentation plus réaliste et conforme aux principes de la comptabilité d'engagement, la seule recette qui a été introduite dans les comptes a été le montant des paiements approuvés au titre des fonds reçus. Le montant restant est inclus dans le passif sous la rubrique «compte de régularisation et de valorisation». Il est fait référence à ce type de financement sous la mention «fonds réservés» ou «recettes réservées». Un montant de 28 054,51 EUR a été introduit en tant que recette sous ce poste et correspond au

montant approuvé pour les paiements liés aux fonds reçus au cours des exercices 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013.

- Les ajustements effectués aux dépenses déjà comptabilisées sont introduits en tant que recettes d'exploitation et représentent le montant des dépenses effectuées pour les projets GEMM et FRAME (122 058,20 EUR et 461 444,77 EUR) qui doivent être compensées avec la CE.

Dépenses administratives et opérationnelles

Au sens du calcul du solde de l'exercice, les dépenses font référence aux paiements sur crédits de l'exercice, auxquels les dépenses accumulées afférentes aux engagements du même exercice financier qui sont reportées à l'exercice suivant sont ajoutées et les charges reportées payées au cours de l'exercice, déduites.

Les paiements enregistrés dans les comptes sont ceux qui ont été autorisés et effectués par le comptable au cours de l'année 2013.

Les crédits des titres 1 et 2 sont reportés sur l'exercice suivant uniquement. Les crédits non utilisés à la fin de l'exercice financier sont ensuite annulés. Les crédits du titre 3 sont de nature pluriannuelle et peuvent être reportés sur plusieurs exercices successifs. Les crédits relatifs aux recettes affectées peuvent être reportés jusqu'à la date finale de la convention y afférente ou jusqu'au paiement du montant total si les recettes désignent la réaffectation de crédits reçus.

Le report est automatique lorsqu'un engagement juridiquement contraignant reste à acquitter. Si tel n'est pas le cas, l'éventuel report associé à la subvention de l'ETF est soumis à l'autorisation préalable du conseil de direction.

Les dépenses se divisent en dépenses administratives, opérationnelles et financières, ainsi qu'en paiements liés aux recettes affectées. Les paiements associés au financement réservé sont inclus dans les dépenses opérationnelles.

Les dépenses administratives englobent: 1) les paiements liés au personnel, y compris les dépenses accumulées liées aux congés du personnel qui n'ont pas été pris durant l'exercice, 2) les coûts liés aux stocks et aux immobilisations y compris les amortissements, et 3) d'autres dépenses administratives notamment liées à l'infrastructure et au matériel, y compris les pertes liées au taux de change.

Les dépenses opérationnelles sont dans l'ensemble liées à l'exécution du programme de travail de l'ETF. Elles comprennent les montants liés à l'exécution de projets financés en dehors de la subvention annuelle de l'ETF, c'est-à-dire les recettes affectées.

Les dépenses financières comprennent les frais bancaires et les intérêts pour retard de paiement.

3. ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

L'état des variations des capitaux propres comprend uniquement le résultat économique de l'exercice.

4. FLUX DE TRESORERIE

Les flux de trésorerie représentent les mouvements de trésorerie, autrement dit la différence entre les encaissements et les décaissements au cours d'une période déterminée. Les flux de trésorerie sont en hausse suite à l'ouverture des comptes bancaires pour les projets GEMM et FRAME qui ont démarré en 2013. L'ETF a, par ailleurs, reçu le premier versement de la subvention 2014 le 31 décembre 2013 déjà.

5. COMPTE DE RESULTAT BUDGETAIRE

Le résultat budgétaire de 2013 représente la différence entre:

- les recettes encaissées enregistrées durant cet exercice financier;
- le volume des décaissements effectués à partir des crédits de l'exercice financier concerné, plus les crédits du même exercice financier reportés à l'exercice financier suivant; et,
- les annulations des crédits reportés de l'exercice financier précédent.

Cette différence est augmentée ou réduite:

- du solde résultant des profits et pertes de change enregistrés durant l'exercice financier;
- des résultats des années précédentes remboursés à la CE.

6. RAPPROCHEMENT DES RESULTATS BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE

Le résultat budgétaire et son rapprochement du résultat économique sont présentés pour fournir au lecteur un tableau plus complet et démontrer la différence entre bilan économique et bilan budgétaire. L'ajout de ces données aide le lecteur à faire le lien entre le résultat basé sur l'encaissement du résultat budgétaire de 2013 et le résultat économique accumulé de 2013.

7. ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF EVENTUELS

Les éléments d'actif et de passif éventuels figurent séparément dans les états financiers et représentent des avoirs ou des engagements potentiels. Au chapitre des éléments d'actif éventuels, l'ETF a enregistré les garanties bancaires reçues pour les préfinancements payés. L'ETF a enregistré au chapitre des éléments de passif éventuels les RAL reconnus, à savoir les engagements de paiement sur crédits en souffrance.

V. REMARQUES CONCERNANT L'EXÉCUTION DU BUDGET ET LA GESTION FINANCIÈRE

1. Introduction

Principes budgétaires

Les principes budgétaires appliqués par l'ETF sont conformes aux dispositions associées du règlement financier de l'ETF, adopté par le conseil de direction de l'ETF le 10 janvier 2009 et complété par les modalités d'application adoptées le 15 avril 2011. L'établissement et l'exécution du budget de l'ETF respectent les principes suivants:

- a) unité et vérité budgétaire,
- b) annualité,
- c) équilibre,
- d) unité de compte,
- e) universalité,
- f) spécialité,
- g) bonne gestion financière,
- h) transparence.

Structure du budget

L'état des dépenses du budget de l'ETF est présenté selon une nomenclature comportant une classification par destination. Il est par conséquent divisé en quatre titres qui sont individuellement subdivisés en chapitres, articles et postes.

L'ETF applique la nomenclature et la structure employées par la CE pour les titres 1, 2 et 3. Les deux premiers titres concernent les dépenses administratives, tandis que le troisième est réservé aux dépenses opérationnelles.

- Le titre 1 englobe les dépenses relatives au personnel autorisé dans le tableau des effectifs de l'ETF et les dépenses concernant le personnel extérieur (y compris le personnel auxiliaire) et d'autres dépenses de gestion (y compris les frais de représentation).
- Le titre 2 couvre les dépenses administratives telles que les immeubles, le nettoyage et l'entretien, les locations, les télécommunications, l'eau, le gaz et l'électricité, ainsi que les dépenses de soutien (dont les frais de réunion).
- Le titre 3 couvre les dépenses relatives aux activités de l'ETF et notamment l'exécution de son programme de travail.

Le titre 4 concerne les budgets des fonds ou recettes affectés, associés à des contrats ou conventions particuliers conclus avec la CE et d'autres bailleurs de fonds. Ils se définissent de la manière suivante:

- Le titre 4 représente la coopération avec d'autres organisations. Actuellement, il ne comprend que les contributions du ministère italien des affaires étrangères et les projets GEMM et FRAME.

L'exécution du budget est préparée sur la base d'une «comptabilité de caisse modifiée». Le terme «modifiée» renvoie au fait que les montants reportés annuels sont inclus dans le budget.

Les montants «reportés» concernent des engagements légaux conclus durant l'exercice, mais non payés.

Le terme «engagement légal» renvoie à des actions juridiquement contraignantes accomplies par l'ETF, par exemple à des conventions ou à d'autres accords signés et à des commandes placées.

Dans le contexte de l'exécution du budget, le terme «dépenses» recouvre les crédits d'engagement utilisés. Les crédits d'engagement utilisés sont des engagements payés en 2013 et des engagements (en partie) reportés sur 2014.

Des informations détaillées concernant les aspects pertinents de l'exécution du budget par titre, chapitre et poste, ainsi que des informations sur l'exécution du budget en 2013 sont fournies plus loin à la section «Utilisation des crédits».

Exécution du budget de l'ETF en 2013

Afin de fournir au lecteur un aperçu complet des activités financières liées à l'exécution du budget en 2013, un tableau reprenant les crédits d'engagement et de paiement est présenté ci-après. Les données relatives aux paiements portent non seulement sur ceux exécutés en 2013 et associés au budget 2013, mais également sur ceux exécutés en 2013 mais reposant sur les budgets des exercices précédents.

2. Utilisation des crédits

i. Crédits de l'exercice courant – Subvention de l'ETF

Crédits d'engagement							Crédits de paiement								
Poste	Description	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2013	Engagements 2013	Total des crédits d'engagement reportés à 2014	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits de paiement finaux disponibles 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2012	Montant total des paiements exécutés en 2013	Crédits de paiement reportés à 2014		
1100	Traitements de base	7.615.000,00	-210.150,00	7.404.850,00	7.401.609,37	99,96%	0,00	7.615.000,00	-210.150,00	7.000.000,00	7.401.609,37	0,00	7.401.609,37	99,96%	0,00
1101	Allocations familiales	863.000,00	4.082,00	867.082,00	866.380,31	99,92%	0,00	863.000,00	4.082,00	867.082,00	866.380,31	0,00	866.380,31	99,92%	0,00
1102	Indemnités de dépassement et d'expatriation	1.024.000,00	-56.788,00	967.212,00	966.422,46	99,92%	0,00	1.024.000,00	-56.788,00	967.212,00	966.422,46	0,00	966.422,46	99,92%	0,00
1110	Agent contractuel	1.918.000,00	-100.890,00	1.817.110,00	1.817.106,14	100,00%	0,00	1.918.000,00	-100.890,00	1.817.110,00	1.817.106,14	0,00	1.817.106,14	100%	0,00
1112	Personnel local	130.000,00	-4.607,00	125.393,00	125.221,45	99,86%	1.991,45	130.000,00	-4.607,00	125.393,00	123.230,00	0,00	123.230,00	98,28%	985,19
1130	Assurance maladie	264.000,00	-5.525,80	258.474,20	258.474,20	100,00%	0,00	264.000,00	-5.525,80	258.474,20	258.474,20	0,00	258.474,20	100%	0,00
1131	Assurance accidents et maladie professionnelle	41.000,00	-2.798,81	38.201,19	38.201,19	100,00%	0,00	41.000,00	-2.798,81	38.201,19	38.201,19	0,00	38.201,19	100%	0,00
1132	Assurance chômage pour les agents temporaires	108.000,00	-6.107,93	101.892,07	101.892,07	100,00%	0,00	108.000,00	-6.107,93	101.892,07	101.892,07	0,00	101.892,07	100%	0,00
1140	Allocations de naissance et décès	800,00	-6,00	794,00	793,24	99,90%	0,00	800,00	-6,00	794,00	793,24	0,00	793,24	99,90%	0,00
1141	Frais de voyage annuel du lieu d'affectation au lieu d'origine	175.000,00	-8.829,72	166.170,28	166.170,28	100,00%	0,00	175.000,00	-8.829,72	166.170,28	166.170,28	0,00	166.170,28	100%	0,00
1172	Frais d'organisation de stages à la Fondation		6.035,00	6.035,00	6.035,00	100,00%	34,32		6.035,00	6.035,00	6.000,68	0,00	6.000,68	99,43%	34,32
1177	Autres prestations et services institutionnels d'audit	229.000,00	121.858,83	350.858,83	339.833,84	96,86%	105.349,40	229.000,00	121.858,83	350.858,83	234.484,44	0,00	234.484,44	66,83%	105.349,40
1180	Frais divers de recrutement	25.000,00	5.055,00	30.055,00	30.054,08	100,00%	11.324,12	25.000,00	5.055,00	30.055,00	18.729,96	0,00	18.729,96	62,32%	11.324,12

Crédits d'engagement							Crédits de paiement								
Poste	Description	Budget initial 2013	Transferts 2013	Credits d'engagement finaux disponibles en 2013	Engagements 2013	Total des crédits d'engagement reportés à 2014	Budget initial 2013	Transferts 2013	Credits de paiement finaux disponibles 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2012	Montant total des paiements exécutés en 2013	Credits de paiement reportés à 2014		
1181	Frais de voyage (début et fin de contrat)	8.000,00	-4.893,00	3.107,00	3.106,71	99,99%	0,00	8.000,00	-4.893,00	3.107,00	3.106,71	0,00	3.106,71	99,99%	0,00
1182	Indemnités d'installation	58.000,00	145,00	58.145,00	58.144,57	100,00%	0,00	58.000,00	145,00	58.145,00	58.144,57	0,00	58.144,57	100%	0,00
1183	Frais de déménagement	77.000,00	-27.016,00	49.984,00	49.983,35	100,00%	0,00	77.000,00	-27.016,00	49.984,00	49.983,35	0,00	49.983,35	100%	0,00
1184	Indemnités journalières temporaires	33.000,00	-16.199,00	16.801,00	16.800,55	100,00%	0,00	33.000,00	-16.199,00	16.801,00	16.800,55	0,00	16.800,55	100%	0,00
1190	Coefficients correcteurs	532.000,00	3.755,00	535.755,00	535.521,10	99,96%	0,00	532.000,00	3.755,00	535.755,00	535.521,10	0,00	535.521,10	99,96%	0,00
1191	Adaptation salariale	90.000,00	-90.000,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	90.000,00	-90.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00
Sous-total	Chapitre 11 Personnel en activité	13.190.800,00	-392.880,43	12.797.919,57	12.781.749,91	99,87%	118.699,29	13.190.800,00	-392.880,43	12.797.919,57	12.663.050,62	0,00	12.663.050,62	98,95%	117.693,03
1300	Frais de missions et de déplacement	114.000,00	-19.000,00	95.000,00	95.000,00	100,00%	23.440,05	114.000,00	-19.000,00	95.000,00	71.559,95	0,00	71.559,95	75,33%	23.440,05
Sous-total	Chapitre 13 Missions et déplacements	114.000,00	-19.000,00	95.000,00	95.000,00	100,00%	23.440,05	114.000,00	-19.000,00	95.000,00	71.559,95	0,00	71.559,95	75,33%	23.440,05
1430	Service médical	26.340,00	6.000,00	32.340,00	30.663,53	94,82%	20.300,00	26.340,00	6.000,00	32.340,00	10.363,53	0,00	10.363,53	32,05%	20.300,00
1440	Formation interne	167.000,00	56.000,00	223.000,00	218.192,90	97,84%	118.678,38	167.000,00	56.000,00	223.000,00	99.514,52	0,00	99.514,52	44,63%	118.678,38
1490	Autres Interventions	3.760,00	12.834,00	16.594,00	16.593,60	100,00%	3.314,02	3.760,00	12.834,00	16.594,00	13.279,58	0,00	13.279,58	80,03%	3.314,02
Sous-total	Chapitre 14 Infrastructure à caractère socio-médical	197.100,00	74.834,00	271.934,00	265.450,03	97,62%	142.292,40	197.100,00	74.834,00	271.934,00	123.157,63	0,00	123.157,63	45,29%	142.292,40
1520	Experts nationaux détachés	71.600,00	-71.600,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	71.600,00	-71.600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00
Sous-total	Chapitre 15 Échange de personnel entre la Fondation et le secteur public	71.600,00	-71.600,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	71.600,00	-71.600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00
1700	Frais de représentation	12.000,00	0,00	12.000,00	12.000,00	100,00%	0,00	12.000,00	0,00	12.000,00	12.000,00	0,00	12.000,00	100%	0,00
Sous-total	Chapitre 17 Frais de représentation	12.000,00	0,00	12.000,00	12.000,00	100,00%	0,00	12.000,00	0,00	12.000,00	12.000,00	0,00	12.000,00	100%	0,00

Crédits d'engagement							Crédits de paiement								
Poste	Description	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2013	Engagements 2013	Total des crédits d'engagement reportés à 2014	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits de paiement finaux disponibles 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2012	Montant total des paiements exécutés en 2013	Crédits de paiement reportés à 2014		
Sous-total	Titre 1 DÉPENSES concernant les personnes liées à la fondation	13.585.500,00	-408.646,43	13.176.853,57	13.154.199,94	99,83%	284.431,74	13.585.500,00	-408.646,43	13.176.853,57	12.869.768,20	0,00	12.869.768,20	97,67%	283.425,48
2000	Location	8.691,00	6.450,00	15.141,00	14.910,00	98,47%	8.059,52	8.691,00	6.450,00	15.141,00	6.850,48	0,00	6.850,48	45,24%	8.059,52
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	130.000,00	66.310,00	196.310,00	196.309,67	100,00%	0,00	130.000,00	66.310,00	196.310,00	196.309,67	0,00	196.309,67	100,00%	0,00
2030	Nettoyage et entretien	172.371,00	23.663,48	196.034,48	196.034,48	100,00%	51.032,37	172.371,00	23.663,48	196.034,48	145.002,11	0,00	145.002,11	73,97%	51.032,37
2040	Aménagement des locaux	32.354,00	47.650,00	80.004,00	80.002,00	100,00%	80.002,00	32.354,00	47.650,00	80.004,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	80.002,00
2050	Sécurité et surveillance	124.880,00	-9.417,00	115.463,00	113.264,52	98,10%	23.039,96	124.880,00	-9.417,00	115.463,00	90.224,56	0,00	90.224,56	78,14%	23.039,96
2090	Autres dépenses immobilières	61.000,00	24.634,00	85.634,00	85.581,90	99,94%	39.072,00	61.000,00	24.634,00	85.634,00	46.509,90	0,00	46.509,90	54,31%	39.072,00
20	Total du chapitre	529.296,00	159.290,48	688.586,48	686.102,57	99,64%	201.205,85	529.296,00	159.290,48	688.586,48	484.896,72	0,00	484.896,72	70,42%	201.205,85
2100	Matériel TIC	108.205,00	47.996,00	156.201,00	154.066,05	98,63%	65.369,35	108.205,00	47.996,00	156.201,00	88.696,70	0,00	88.696,70	56,78%	65.369,35
2101	Développement et achat de logiciels	244.435,00	157.124,00	401.559,00	394.579,49	98,26%	94.247,00	244.435,00	157.124,00	401.559,00	300.332,49	0,00	300.332,49	74,79%	94.247,00
2103	Coûts des télécoms	156.964,00	-14.450,00	142.514,00	142.514,00	100,00%	41.987,89	156.964,00	-14.450,00	142.514,00	100.526,11	0,00	100.526,11	70,54%	41.987,89
2105	Systèmes TI CE	131.550,00	28.517,00	160.067,00	160.066,65	100,00%	0,00	131.550,00	28.517,00	160.067,00	160.066,65	0,00	160.066,65	100,00%	0,00
21	Total du chapitre	641.154,00	219.187,00	860.341,00	851.226,19	98,94%	201.604,24	641.154,00	219.187,00	860.341,00	649.621,95	0,00	649.621,95	3,02	201.604,24
2200	Achat	23.100,00	638,00	23.738,00	23.737,81	100,00%	4.236,76	23.100,00	638,00	23.738,00	19.501,05	0,00	19.501,05	82,15%	4.236,76
2210	Achat	82.500,00	-24.545,48	57.954,52	56.767,92	97,95%	45.032,24	82.500,00	-24.545,48	57.954,52	11.735,68	0,00	11.735,68	20,25%	45.032,24
22	Total du chapitre	105.600,00	-23.907,48	81.692,52	80.505,73	98,55%	49.269,00	105.600,00	-23.907,48	81.692,52	31.236,73	0,00	31.236,73	38,24%	49.269,00
2300	Papeterie et fourniture de bureau	50.000,00	-5.766,00	44.234,00	43.793,12	99,00%	15.681,67	50.000,00	-5.766,00	44.234,00	28.111,45	0,00	28.111,45	63,55%	15.681,67
2320	Diverses dépenses financières	2.000,00	0,00	2.000,00	1.150,00	57,50%	1.150,00	2.000,00	0,00	2.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	1.150,00

Crédits d'engagement							Crédits de paiement						
Poste	Description	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2013	Engagements 2013	Total des crédits d'engagement reportés à 2014	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits de paiement finaux disponibles 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2012	Montant total des paiements exécutés en 2013	Crédits de paiement reportés à 2014
2330	Frais de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
2350	Assurances diverses	18.450,00	0,00	18.450,00	11.500,00	62,33%	854,32	18.450,00	0,00	18.450,00	10.645,68	0,00	10.645,68
2352	Frais divers de réunion interne	5.000,00	0,00	5.000,00	4.950,17	99,00%	0,00	5.000,00	0,00	5.000,00	4.950,17	0,00	4.950,17
2355	Menues dépenses	3.500,00	-1.500,00	2.000,00	2.000,00	100,00%	447,21	3.500,00	-1.500,00	2.000,00	1.552,79	0,00	1.552,79
2360	Publications	3.000,00	1.200,00	4.200,00	4.200,00	100,00%	2.973,79	3.000,00	1.200,00	4.200,00	1.226,21	0,00	1.226,21
23	Total du chapitre	81.950,00	-6.066,00	75.884,00	67.593,29	89,07%	21.106,99	81.950,00	-6.066,00	75.884,00	46.486,30	0,00	46.486,30
2400	Correspondance et frais de port	38.000,00	-10.790,00	27.210,00	27.200,00	99,96%	6.357,09	38.000,00	-10.790,00	27.210,00	20.842,91	0,00	20.842,91
24	Total du chapitre	38.000,00	-10.790,00	27.210,00	27.200,00	99,96%	6.357,09	38.000,00	-10.790,00	27.210,00	20.842,91	0,00	20.842,91
2500	Frais de réunion en général	100.000,00	3.000,00	103.000,00	102.831,59	99,84%	44.886,87	100.000,00	3.000,00	103.000,00	57.944,72	0,00	57.944,72
25	Total du chapitre	100.000,00	3.000,00	103.000,00	102.831,59	99,84%	44.886,87	100.000,00	3.000,00	103.000,00	57.944,72	0,00	57.944,72
2	TOTAL:	1.496.000,00	340.714,00	1.836.714,00	1.815.459,37	98,84%	524.430,04	1.496.000,00	340.714,00	1.836.714,00	1.291.029,33	0,00	1.291.029,33
3000	Achat de publications et d'abonnements opérationnels	24.000,00	0,00	24.000,00	23.999,36	100,00%	3.874,69	24.000,00	400,00	24.400,00	20.124,67	4.186,18	24.310,85
3010	Publications générales	745.000,00	37.608,86	782.608,86	782.535,53	99,99%	58.208,47	745.000,00	92.443,00	837.443,00	724.327,06	113.115,94	837.443,00
3030	Associations professionnelles et frais de participation	5.000,00	-2.486,00	2.514,00	2.513,77	99,99%	0,00	5.000,00	-2.486,00	2.514,00	2.513,77	0,00	2.513,77
3040	Frais de traduction	240.000,00	0,00	240.000,00	240.000,00	100,00%	32.950,95	240.000,00	-24.592,00	215.408,00	207.049,05	8.358,00	215.407,05
30	Total du chapitre	1.014.000,00	35.122,86	1.049.122,86	1.049.048,66	99,99%	95.034,11	1.014.000,00	65.765,00	1.079.765,00	954.014,55	125.660,12	1.079.674,67
3140	Évaluation de l'impact et audit des activités du programme de travail	310.000,00	-91.018,25	218.981,75	218.628,22	99,84%	46.200,92	310.000,00	-41.467,00	268.533,00	172.427,30	96.105,19	268.532,49
3150	ENP - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE	1.128.840,00	11.605,00	1.140.445,00	1.140.428,76	100,00%	517.114,40	1.128.840,00	-39.200,00	1.089.640,00	623.314,36	457.132,60	1.080.446,96

Crédits d'engagement							Crédits de paiement								
Poste	Description	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2013	Engagements 2013	Total des crédits d'engagement reportés à 2014	Budget initial 2013	Transferts 2013	Crédits de paiement finaux disponibles 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2013	Paiements exécutés en 2013 en lien avec des engagements 2012	Montant total des paiements exécutés en 2013	Crédits de paiement reportés à 2014		
	dans la zone de voisinage														
3160	IPA - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	790.000,00	49.115,72	839.115,72	839.115,72	100,00%	345.525,48	790.000,00	-106.958,00	683.042,00	493.590,24	189.451,76	683.042,00	100,00%	0,00
3170	DCI - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement	355.560,00	13.176,33	368.736,33	368.476,15	99,93%	155.102,29	355.560,00	41.700,00	397.260,00	213.373,86	183.871,15	397.245,01	100,00%	0,00
3180	ILP - Projets en faveur de l'innovation et de l'apprentissage	414.820,00	-3.599,78	411.220,22	411.219,92	100,00%	194.294,36	414.820,00	79.189,43	494.009,43	216.925,56	277.047,20	493.972,76	99,99%	0,00
3190	Projets en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes	173.780,00	85.484,30	259.264,30	259.264,30	100,00%	119.045,34	173.780,00	135.300,00	309.080,00	140.218,96	168.799,60	309.018,56	99,98%	
31	Total du chapitre	3.173.000,00	64.763,32	3.237.763,32	3.237.133,07	99,98%	1.377.282,79	3.173.000,00	68.564,43	3.241.564,43	1.859.850,28	1.372.407,50	3.232.257,78	99,71%	0,00
3200	Frais de mission liés aux dépenses opérationnelles	875.000,00	-31.953,75	843.046,25	843.046,25	100,00%	178.598,65	875.000,00	-66.397,00	808.603,00	664.447,60	143.896,51	808.344,11	99,97%	0,00
32	Total du chapitre	875.000,00	-31.953,75	843.046,25	843.046,25	100,00%	178.598,65	875.000,00	-66.397,00	808.603,00	664.447,60	143.896,51	808.344,11	99,97%	0,00
3	TOTAL:	5.062.000,00	67.932,43	5.129.932,43	5.129.227,98	99,99%	1.650.915,55	5.062.000,00	67.932,43	5.129.932,43	3.478.312,43	1.641.964,13	5.120.276,56	99,81%	0,00
	Total source des fonds	20.143.500,00	0,00	20.143.500,00	20.098.887,29	99,78%	2.459.777,33	20.143.500,00	0,00	20.143.500,00	17.639.109,96	1.641.964,13	19.281.074,09	95,72%	807.855,52

ii. Crédits liés à la réaffectation de fonds reçus en 2013

Poste budgétaire	Description	Budget initial disponible pour engagements	Montant total des transferts	Budget final disponible pour engagements	Montant total des engagements acceptés	% engagés	Crédits d'engagement reportés à 2014	Budget disponible pour paiements	Montant total des transferts	Budget total disponible pour paiements	Montant total des paiements acceptés	% paiements exécutés	Crédits de paiement et d'engagement reportés à 2014	Crédits de paiement disponible reportés
1300	Frais de missions et de déplacement	0,00	714,55	714,55	714,55	100,00%	0,00	0,00	714,55	714,55	714,55	100,00%	0,00	0,00
13	Total du chapitre	0,00	714,55	714,55	714,55	100,00%	0,00	0,00	714,55	714,55	714,55	100,00%	0,00	0,00
1	TOTAL:	0,00	714,55	714,55	714,55	100,00%	0,00	0,00	714,55	714,55	714,55	100,00%	0,00	0,00
3010	Publication générale	0,00	1.749,58	1.749,58	1.749,58	100,00%	0,00	0,00	1.749,58	1.749,58	1.432,39	81,87%	317,19	317,19
30	Total du chapitre	0,00	1.749,58	1.749,58	1.749,58	100,00%	0,00	0,00	1.749,58	1.749,58	1.432,39	81,87%	317,19	317,19
3160	IPA - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	0,00	6.880,00	6.880,00	0,00	0,00%	6.880,00	0,00	6.880,00	6.880,00	3.777,38	54,90%	0,00	3.102,62
3190	Projets en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes	0,00	2.257,16	2.257,16	2.257,16	100,00%	0,00	0,00	2.257,16	2.257,16	2.257,16	100,00%	0,00	0,00
31	Total du chapitre	0,00	9.137,16	9.137,16	2.257,16	24,70%	6.880,00	0,00	9.137,16	9.137,16	6.034,54	66,04%	0,00	3.102,62
3200	Missions opérationnelles	0,00	3.344,90	3.344,90	3.344,90	100,00%	0,00	0,00	3.344,90	3.344,90	3.344,90	100,00%	0,00	0,00
32	Total du chapitre	0,00	3.344,90	3.344,90	3.344,90	100,00%	0,00	0,00	3.344,90	3.344,90	3.344,90	100,00%	0,00	0,00
3	TOTAL:	0,00	14.231,64	14.231,64	7.351,64	51,66%	6.880,00	0,00	14.231,64	14.231,64	10.811,83	75,97%	317,19	3.419,81
	Total source des fonds	0,00	14.946,19	14.946,19	8.066,19	53,97%	6.880,00	0,00	14.946,19	14.946,19	11.526,38	77,12%	317,19	3.419,81

iii. Crédits reportés liés à la réaffectaion de fonds reçus en 2011 et 2012

Poste budgét aire	Description	Crédits d'engagement					Crédits de paiement				
		Budget disponible pour engagements	Montant total des engagements acceptés	% engagés	Crédits d'engagement reportés à 2013	Budget disponible pour paiements	Montant total des paiements acceptés	% paiement s exécutés	Crédits de paiement et d'engageme nt reportés à 2013	Crédits de paiement disponible reportés	
1177	Personnel local	99,20	99,20	100,00%	0,00	99,20	0,00	0,00%	99,20	99,20	
11	Total du chapitre	99,20	99,20	100,00%	0,00	99,20	0,00	0,00%	99,20	99,20	
1	TOTAL:	99,20	99,20	100,00%	0,00	99,20	0,00	0,00%	99,20	99,20	
2330	Frais de contentieux	3.559,78	3.559,78	100,00%	0,00	3.559,78	414,76	11,65%	3.145,02	3.145,02	
2350	Assurances diverses	388,00	388,00	100,00%	0,00	388,00	0,00	0,00%	388,00	388,00	
23	Total du chapitre	3.947,78	3.947,78	100,00%	0,00	3.947,78	414,76	10,51%	3.533,02	3.533,02	
2	TOTAL:	3.947,78	3.947,78	100,00%	0,00	3.947,78	414,76	10,51%	3.533,02	3.533,02	
3160	IPA - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	16,24	16,24	100,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%	16,24	16,24	
3170	DCI - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement	0,02	0,00	0,00%	0,02	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	
31	Total du chapitre	16,26	16,24	99,88%	0,02	0,00	0,00	0,00%	16,24	16,24	
3200	Missions opérationnelles	596,91	596,91	100,00%	0,00	1.386,75	1.386,75	100,00%	-789,84	-788,84	
32	Total du chapitre	596,91	596,91	100,00%	0,00	1.386,75	1.386,75	100,00%	-789,84	-788,84	
3	TOTAL:	613,17	613,15	100,00%	0,02	1.386,75	1.386,75	0,00%	-773,60	-772,60	
	Total source des fonds	4.660,15	4.660,13	100,00%	0,02	5.433,73	1.801,51	33,15%	2.858,62	2.859,62	

iv. Crédits reportés de 2012 à 2013

Poste budgétaire	Description	Engagements reportés de 2012 à 2013	Crédits de paiement disponibles de 2012 à 2013	Montant total des crédits de paiement exécutés 2013	Crédits de paiement de 2012 annulés en 2013
1112	Personnel local	655,10	655,10	258,29	396,81
1177	Autres prestations et services institutionnels d'audit	63.222,00	63.222,00	43.467,43	19.754,57
1180	Frais divers de recrutement	9.034,07	9.034,07	3.195,00	5.839,07
1183	Frais de déménagement	49.146,19	49.146,19	35.799,24	
11	Total du chapitre	122.057,36	122.057,36	82.719,96	25.990,45
1300	Frais de missions et de déplacement	43.331,74	43.331,74	16.343,93	26.987,81
13	Total du chapitre	43.331,74	43.331,74	16.343,93	26.987,81
1430	Service médical	17.307,98	17.307,98	13.231,60	4.076,38
1440	Formation interne	126.830,33	126.830,33	115.469,25	11.361,08
1490	Autres interventions	2.797,33	2.797,33	2.756,81	40,52
14	Total du chapitre	146.935,64	146.935,64	131.457,66	15.477,98
1700	Frais de récréation et de représentation	630,00	630,00	630,00	0,00
17	Total du chapitre	630,00	630,00	630,00	0,00
1	TOTAL:	312.954,74	312.954,74	231.151,55	68.456,24
2000	Locations	2.290,00	2.290,00	0,00	2.290,00
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	71.428,50	71.428,50	35.266,81	36.161,69
2030	Nettoyage et entretien	57.347,19	57.347,19	54.200,38	3.146,81
2040	Aménagement des locaux	851,81	851,81	851,81	0,00
2050	Sécurité et surveillance	16.350,62	16.350,62	15.097,48	1.253,14
2090	Autres dépenses	11.489,00	11.489,00	11.489,00	0,00
20	Total du chapitre	159.757,12	159.757,12	116.905,48	42.851,64
2100	Matériel TIC	108.871,79	108.871,79	107.868,17	1.003,62
2101	Développement et achat de logiciels	100.240,56	100.240,56	100.240,56	0,00
2103	Coûts des télécoms	130.001,53	130.001,53	120.973,18	9.028,35
2105	Systèmes TI de la Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Total du chapitre	339.113,88	339.113,88	329.081,91	10.031,97
2200	Installations techniques	4.236,76	4.236,76	4.236,72	0,04
2210	Achats de matériel bureautique	11.701,81	11.701,81	11.700,00	1,81
22	Total du chapitre	15.938,57	15.938,57	15.936,72	1,85
2300	Papeterie et fourniture de bureau	36.144,66	36.144,66	35.914,89	229,77
2320	Dépenses financières diverses	349,92	349,92	12,45	337,47
2330	Frais de contentieux	16.536,60	16.536,60	15.662,67	873,93
2350	Assurances diverses	427,13	427,13	38,09	389,04
2352	Réunions internes	977,01	977,01	975,20	1,81
2355	Menues dépenses	2.263,00	2.263,00	519,94	1.743,06
2360	Publications	4.073,21	4.073,21	1.982,57	2.090,64
23	Total du chapitre	60.771,53	60.771,53	55.105,81	5.665,72
2400	Correspondance et frais de port	13.846,03	13.846,03	11.443,09	2.402,94
24	Total du chapitre	13.846,03	13.846,03	11.443,09	2.402,94
2500	Frais généraux de réunion	4.643,31	4.643,31	3.754,20	889,11
25	Total du chapitre	4.643,31	4.643,31	3.754,20	889,11
2	TOTAL:	594.070,44	594.070,44	532.227,21	61.843,23
3000	Achat de publications et d'abonnements opérationnels	4.318,52	0,00	0,00	0,00
3010	Publications générales	189.324,59	0,00	0,00	0,00
3040	Frais de traduction	9.569,50	0,00	0,00	0,00

30	Total du chapitre	203.212,61	0,00	0,00	0,00
3140	Évaluation de l'impact et audit des activités du programme de travail	100.598,46	0,00	0,00	0,00
3150	ENP - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	504.881,14	0,00	0,00	0,00
3160	IPA - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	220.611,55	0,00	0,00	0,00
3170	DCI - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement	242.796,69	0,00	0,00	0,00
3180	ILP – Projets : innovation et apprentissage	324.028,97	0,00	0,00	0,00
3190	Projets en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes	185.563,42	0,00	0,00	0,00
31	Total du chapitre	1.578.480,23	0,00	0,00	0,00
3200	Missions opérationnelles	160.322,89	0,00	0,00	0,00
32	Total du chapitre	160.322,89	0,00	0,00	0,00
3	TOTAL:	1.942.015,73	0,00	0,00	0,00
	Total source des fonds	2.849.040,91	907.025,18	763.378,76	130.299,47

Pour le titre 3, des engagements liés à la subvention de l'ETF d'un montant total de 1 942 015,73 EUR ont été reportés de 2012 à 2013. Ces engagements sont honorés au moyen des crédits payés de 2013 et les montants payés sont repris dans le tableau «i. Crédits de l'exercice courant».

v. Crédits affectés

Chapitre	Description	Crédits d'engagement			Crédits de paiement			
		Crédits d'engagement disponibles finaux 2013	Engagements 2013	% total engagé	Crédits d'engagement disponibles reportés à 2014	Crédits de paiement finaux disponibles 2013	Paiements totaux 2013	% total payé
42	Global	0,60	-	0,00%				0,00%
42	RH - Externe - Soutien administratif	72.000,00	38.387,64	53,32%				53,32%
42	RH - <i>Per diems</i> - Étranger	22.700,00	22.700,00	100,00%	-			34,35%
42	Autres - Publications	-	-	0,00%	-			0,00%
42	Autres - Études	338.421,00	285.494,12	84,36%				15,19%
42	Autres - Traductions	18.290,00	13.859,75	75,78%				67,60%
42	Autres - Conférences	120.000,00	120.000,00	100,00%	-			0,00%
42	Autres - Visibilité	5.310,00	275,00	5,18%				5,18%
42	Voyages internationaux	18.000,00	18.000,00	100,00%	-			65,78%
	Total CE - Projet GEMM	594.721,60	498.716,51	83,86%			122.058,20	20,52%
42	Global	15,00	0,00	0,00%	15,00	15,00	0,00	0,00%
42	RH - Salaires		51.350,00	62,26%	31.127,00			17,81%
42	RH - <i>Per diems</i>		29.000,00	100,00%	0,00			26,20%
42	Autres - Publications		-	0,00%	0,00			0,00%
42	Autres - Études		632.925,68	99,41%	3.725,32			43,63%
42	Autres - Conférences		390.311,29	82,73%	81.495,71			31,67%
42	Autres - Visibilité		10.900,00	99,09%	100,00			0,00%
42	Voyages internationaux		18.850,00	100,00%	0,00			63,47%
	Total CE — Projet FRAME	1.249.800,00	1.133.336,97	90,68%	116.463,03		461.444,77	36,92%
43	Coopération avec les institutions nationales - Fonds		1.475,24	100,00%	-	1.475,24	0,00	0,00%
43	Coopération avec les institutions nationales - Fonds		443,81	100,00%	-	858,45	414,64	48,30%
43	Coopération avec les institutions nationales - Fonds		15.737,05	100,00%	-	47.955,49	26.743,15	55,77%
43	Coopération avec les institutions nationales - Fonds		-	0,00%	-	1.067,10		100,00%
43	Coopération avec les institutions nationales - Fonds		85,63	100,00%	-	713,89		34,22%
43	Coopération avec les institutions nationales - Fonds		1.081,20	100,00%	-	1.081,20		0,00%
	Total autres bailleurs de fonds:	18.822,93	18.822,93	100,00%	0,00	53.151,37	28.469,15	53,56%
Total	Total budget disponible:	1.863.344,53	1.650.876,41	88,60%	212.468,12	1.897.672,97	611.972,12	32,25%
								1.285.700,85

VI. TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'ETF 2013

GROUPE DE FONCTION	GRADE	Tableau des effectifs 2013	TA en fonction au 31/12/2013
AD	16		
	15		
	14	1	1
	13	4	
	12	10	7
	11	8	11
	10	3	3
	9	12	13
	8	6	7
	7	15	14
	6	3	
	5		2
Sous-total pour le groupe de fonction AD		62	58
AST	11		
	10	7	2
	9	3	6
	8	5	3
	7	7	7
	6	1	3
	5	6	3
	4	1	4
	3	4	4
	2		1
	1		
Sous-total pour le groupe de fonction AST		34	33
TOTAL des postes AT		96	91

En outre, l'ETF emploie 40 agents contractuels et 2 agents locaux.

ANNEXE I: LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION EN 2013

Commission européenne Président	M. Jan TRUSZCZYŃSKI Directeur général DG Éducation et Culture
Commission européenne Suppléant	M. Antonio SILVA MENDES Directeur — Apprentissage tout au long de la vie: politiques et programmes DG Éducation et Culture
Commission européenne Membre	M. Gerhard SCHUMANN-HITZLER Directeur DG Élargissement
Commission européenne Membre	M. Kristian SCHMIDT Directeur Développement humain et de la société DG Développement et coopération — EuropeAid
Commission européenne Membre suppléant	M ^{me} Hélène BOURGADE Chef d'unité Emploi, inclusion sociale, migration DG Développement et coopération — EuropeAid
Expert sans droit de vote	M. Jean-François MEZIÈRES Président Association européenne pour la formation professionnelle
Expert sans droit de vote	M. Jan ANDERSSON
Expert sans droit de vote	M ^{me} Sara PARKIN Directrice fondatrice Forum for the Future
Autriche Membre	M. Karl WIECZOREK Expert de haut niveau Département de la formation professionnelle Ministère fédéral de l'économie et du travail
Autriche Membre suppléant	M. Reinhard NÖBAUER Expert de haut niveau Enseignement et formation professionnels Ministère fédéral de l'éducation, des arts et de la culture
Belgique Membre	M ^{me} Micheline SCHEYNS Secrétaire générale Ministère flamand de l'éducation et de la formation
Bulgarie Membre	M ^{me} Valentina DEYKOVA Directrice Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences Direction de l'enseignement professionnel et de la formation continue
Bulgarie Membre suppléant	M ^{me} Emiliana DIMITROVA Directrice Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences Direction de l'enseignement professionnel et de la formation continue

Croatie Membre (Réunion de novembre)	M ^{me} Sabina GLASOVAC Assistante du ministre des sciences, de l'éducation et des sports Ministère des sciences, de l'éducation et des sports
Croatie Membre suppléant (Réunion de novembre)	M ^{me} Jelena LETICA Assistante du directeur du développement de l'EFP et de la coopération internationale Agence pour l'enseignement et la formation professionnels et l'éducation des adultes
Chypre Membre	M. Elias MARGADJIS Directeur Département de l'enseignement technique et professionnel secondaire Ministère de l'éducation et de la culture
Chypre Suppléant (réunion de novembre)	M. Costandinos GEORGIOUS Inspecteur Enseignement secondaire technique et professionnel Ministère de l'éducation et de la culture
République tchèque Membre	M ^{me} Helena ÚLOVCOVÁ Directrice adjointe Institut national de l'enseignement technique et professionnel
République tchèque Membre suppléant	M. Jakub STAREK Directeur général suppléant du service de l'enseignement Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports
Danemark Membre	M. Torben KORNBECH RASMUSSEN Consultant en éducation Ministère des enfants et de l'éducation Département de l'éducation des jeunes et l'enseignement et la formation professionnels pour adultes
Danemark Suppléant	M. Henrik SAXTORPH Chef de section Ministère des enfants et de l'éducation Département de l'éducation des jeunes et l'enseignement et la formation professionnels pour adultes
Estonie Membre	M ^{me} Külli ALL Conseillère (Apprentissage tout au long de la vie) Enseignement professionnel et formation des adultes Ministère de l'éducation et de la recherche
Finlande Membre	M ^{me} Tarja RIIHIMAKI Conseillère d'éducation Enseignement et formation professionnels Ministère de l'éducation
Finlande Suppléant	M. Ossi V. LINDQVIST Ex-président du conseil finlandais d'évaluation de l'enseignement supérieur Université de Kuopio
France Membre	M. Maurice MEZEL Conseiller spécial Affaires internationales Ministère français du travail
France Suppléant	M. Michel LEFRANC Chargé de mission à la DREIC Ministère de l'éducation nationale

Allemagne Membre (réunion de novembre)	M. Andreas DRECHSLER Ministerialrat Bundesministerium für Bildung und Forschung
Allemagne Suppléant	M ^{me} Ingrid MUELLER-ROOSEN Unité 221 – Questions générales et politique de l'éducation UE Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche
Grèce Membre (réunion de novembre)	M. Ioannis VOUTSINAS Directeur exécutif Organisation nationale pour la certification des qualifications et l'orientation professionnelle
Grèce Suppléant (réunion de novembre)	M ^{me} Athina VILLELLA PARASKEVON Ministère de l'Éducation générale et politique de l'éducation Direction des affaires européennes Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche
Hongrie Membre	M. György SZENT-LÉLEKY Conseiller principal Enseignement professionnel et formation des adultes Ministère des affaires sociales et du travail
Irlande Membre	M ^{me} Ann Mary REDMOND Département de l'enseignement et de la qualification Section de liaison du FAS
Italie Membre	M. Gabriele ALTANA Responsable de l'organisation de la présidence italienne de l'UE 2014 Direction générale de l'Union européenne Ministère des affaires étrangères
Italie Suppléant	M. Franco GIORDANO Ministre plénipotentiaire – Ambassadeur – Conseiller diplomatique Ville de Turin Département des relations internationales
Lettonie Membre	M ^{me} Lauma SIKA Secrétaire d'État adjointe Ministère de l'éducation et des sciences de la République de Lettonie
Lettonie Suppléant	M ^{me} Dita TRAIDAS Directeur Agence nationale pour le développement de l'éducation
Lituanie Membre	M. Saulius ZYBARTAS Directeur du département de l'éducation générale et de la formation professionnelle Ministère de l'éducation et des sciences
Lituanie Suppléant	M ^{me} Aleksandra SOKOLOVA Chef adjoint de la division de l'éducation professionnelle et de l'orientation Ministère de l'éducation et des sciences
Luxembourg Membre	M. Antonio DE CAROLIS Directeur adjoint à la formation professionnelle Service de la formation professionnelle Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle
Malte Membre	M. Philip VON BROCKDORFF Directeur exécutif Commission nationale de l'enseignement post-obligatoire et supérieur

Malte Suppléant	M. Richard CURMI Directeur Conseil des qualifications de Malte
Pays-Bas Membre	M ^{me} Boukje SPIT Chef d'unité Innovation et information Direction de l'enseignement professionnel et de la formation des adultes Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences
Pologne Membre	M ^{me} Stefania WILKIEL Conseillère du ministre Ministère de l'éducation nationale, département de la coopération internationale
Pologne Suppléant	M ^{me} Danuta CZARNECKA Directrice adjointe Département des programmes internationaux et de la reconnaissance des diplômes Ministère des sciences et de l'enseignement supérieur
Portugal Membre	M ^{me} Isilda FERNANDES Directrice des services pour l'emploi et la formation professionnelle de la Direction générale pour l'emploi et les relations au travail Ministère de l'économie et du travail
Portugal Suppléant	M. Félix ESMÉNIO Membre du conseil d'administration de l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle Ministère de l'économie et du travail Institut de l'emploi et de la formation professionnelle
Roumanie Membre	M ^{me} Liliana PREOTEASA Directrice générale Direction générale de l'enseignement et de l'apprentissage tout au long de la vie Ministère de l'éducation de la recherche, de la jeunesse et des sports
République slovaque Membre	M. Juraj VANTUCH Chef Observatoire national slovaque de l'EFP Institut national de l'enseignement et de la formation professionnels
Slovénie Membre	M. Elido BANDELJ Directeur Institut de la République de Slovénie pour l'EFP
Slovénie Suppléant	M. Anton SIMONIC Conseiller spécial Affaires européennes Ministère de l'éducation, des sciences et des sports
Espagne Membre <i>(réunion de juin)</i>	M ^{me} Rosario ESTEBAN BLASCO Chef d'unité Sous-direction générale EFP Ministère de l'éducation
Espagne Membre suppléant <i>(réunion de juin)</i> <i>(réunion de novembre)</i>	M ^{me} Gema CAVADA BARRIO Responsable de service Sous-direction générale EFP Ministère de l'éducation

Suède
Membre
(réunion de juin)

M. Per BYSTRÖM
Directeur adjoint
Enseignement supérieur secondaire et formation des adultes
Ministère de l'éducation et de la recherche

Suède
Membre
(réunion de novembre)

M^{me} Karin KORPINEN
Directrice adjointe
Division de l'enseignement secondaire supérieur et de la
formation des adultes
Ministère de l'éducation et de la recherche

Royaume-Uni
Membre

M^{me} Marilyn EAST
Chef de projet
Projets spéciaux, Relations internationales et relations avec la
communauté de l'enseignement supérieur

Royaume-Uni
Suppléant

M^{me} Caroline LUCAS
Chargée de projet
Projets spéciaux, Relations internationales et relations avec la
communauté de l'enseignement supérieur